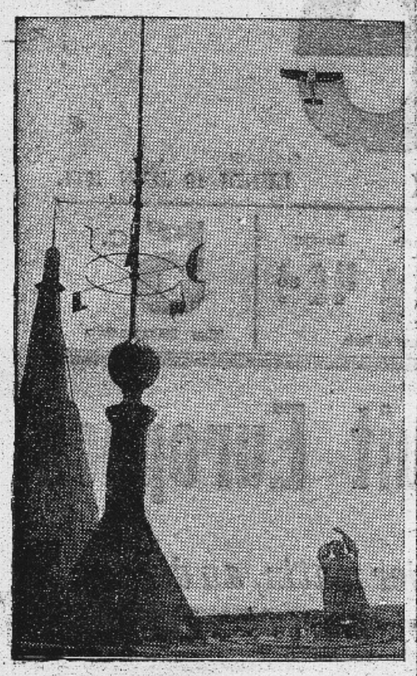
Gagny. L'appareil est brisé. L'aviateur est indemne.

Tabuteau est arrêté à Crépy-en-Valois.



Vidart doublant la flèche de la cathédrale de Meaux

Le comte d'Hespel, en atterrissant brusquement à Puisseulx, à 14 kilomètres de Reims, a brisé son chariot d'atterrissage.

Train est à Crépy-en-Valois.

Bill est à 2 kilomètres de Bétheny.

Loridan est à 20 kilomètres de Mézières, à Gouyère.

Prévost est à Billain, en Belgique.

L'ARRIVÉE A LIÉGE

Vidart atterrit le premier

Liège, 18 juin. — Dès huit heures du matin, une foule énorme attend, malgré le vent qui souffle en rafale, les concurrents du Circuit Européen.

De minute en minute, le public était averti de la marche des aviateurs.

A 9 h. 29', Vidart arrive, mais ayant atterri avant de passer la ligne d'arrivée, il a repris son essor et coupé la ligne à 9 h. 33' 27", ayant accompli le parcours en 3 heures, 13 minutes 27 secondes.

Les autres aviateurs arrivent dans l'ordre suivant : Védrines à 9 h. 40' 15", puis Beaumont, Duval, Barra, Garros arrivent dans cet ordre.

FREY EN RECHAPPERA

Ronciglione, 18 juin. — L'état de Frey est toujours satisfaisant.

L'aviateur est maintenant hors de danger.

EN HONGRIE

Un Aéroplane tombe et tue une jeune Fille

Budapest, 17 juin. — En essayant de s'élever sur l'aérodrome de Rakos, un aéroplane s'est élancé sur le public qui s'écarta, effrayé ; mais une jeune fille perdit la tête et se jeta sur l'appareil dont l'hélice la mit en pièces. L'aviateur n'est pas blessé.

NOTES

Heureux Progrès

Pour une querelle dont le sujet importe peu, deux gentlemen dont le nom n'importe pas davantage, se sont rendus samedi sur le terrain et s'y sont « rencontrés » au pistolet.

On ne lit pas généralement les procès-verbaux de duel parce qu'on s'imagine qu'il sont toujours la même chose... C'est un grave tort. Ils sont souvent fort intéressants.

Ainsi l'affaire de samedi ne s'est pas du tout conclue par les « deux balles sans résultat » consacrées par l'usage. Ce fut plus simple et plus sérieux.

Tout d'abord, il n'y eut qu'une balle « échangée », ce qui prouve qu'un seul des deux combattants tira. Or, savez-vous quel était celui qui s'abstint ? Précisément celui qui avait envoyé ses témoins à l'autre et qui l'avait amené sur le terrain !

Je sais que la matière duel est une matière très spéciale à propos de laquelle il ne faut jamais s'épater. Toutefois il est permis d'éprouver quelque étonnement à voir ainsi un monsieur qui parce qu'il a été offensé s'offre à la balle d'un autre monsieur sans lui envoyer la sienne ! C'est courageux sans doute, mais aussi et surtout révélateur d'un état d'âme tout nouveau.

Le procès-verbal de la rencontre nous montre d'autre part que l'unique balle tirée vint frapper l'autre combattant à la cuisse droite où elle détermina une « plaie contuse ». Autant dire qu'elle ne fit que frapper sans pénétrer. Et ça, c'est très bien ! Ça prouve qu'en ce point aussi des mœurs nouvelles tendent à s'implanter chez nous. La balle qui transperce la chair, qui perfore son homme, est une balle brutale, stupide, et digne d'un autre âge. Celle qui le frappe sans l'incommoder est intelligente, humanitaire, vraiment moderne. Il y a lieu de féliciter les témoins de l'avoir su choisir.

Le combat de samedi nous permet ainsi de saluer un triple progrès : absence de tout esprit de vindicte chez l'offensé, réduction du nombre des projectiles de deux à un, et perfectionnement sensible dans la qualité de ceux-ci. — VICTOR SNELL.

ÉCHOS

L'homme qui a de grandes relations

Dans le journal de M. Hébrard la majorité des rédacteurs ne manifeste pas grand enthousiasme pour l'homme du « Bulletin », et il nous revient à ce propos une anecdote savoureuse.

Il y a quelques jours, solennel et guindé, comme à l'ordinaire, M. André Tardieu entrait dans le bureau du secrétariat, et au cours de la conversation disait à l'un des confrères présents :

— Vous avez de nombreuses relations, vraiment ?

— Pas autant que vous, repartit celui-ci...

— Comment l'entendez-vous ?

— Dame, vous, vous avez des relations même dans les prisons !...

Ce « mot cruel », comme on disait, il y a un quart de siècle, jeta un froid.

L'ami de Maimon fit d'ailleurs semblant de ne pas comprendre et encaissa... comme à l'ordinaire.

TRIBUNE SYNDICALE

Après Saint-Quentin

C'était pendant l'une des séances du Congrès du Parti. A la porte du palais Fervacques, je me trouvai près d'un petit groupe de travailleurs saint-quentinois, quand je saisis, au passage, cette interpellation d'un ouvrier à l'un de ses camarades : « As-tu entendu la discussion ? Mais ces gens-là sont des nôtres ! » Je fus stupéfait, sur le moment, d'entendre une pareille réflexion, tellement elle me paraissait naïve et simpliste....

Après un temps de réflexion, je ne m'en étonnai plus cependant. Ce travailleur, un militant de syndicat sans doute, n'avait-il pas entendu dire, n'avait-il pas lu quelque part que les salariés ne sauraient trouver ailleurs que dans l'organisation syndicale la voie qui mène à leur émancipation totale ? C'est probable, pour ne pas dire c'est certain. L'esprit qui règne actuellement dans le syndicalisme français a créé cette équivoque.

Et notre brave camarade découvrait tout à coup qu'au Congrès de Saint-Quentin on n'y avait pas pour objectif de trouver la meilleure façon à employer pour décrocher des mandats électoraux, mais qu'on s'occupait surtout des intérêts de la classe ouvrière. Il ne saurait en être autrement, d'ailleurs, dans le Parti socialiste, dont toute la doctrine et le programme tendent à exproprier le capitalisme au profit des producteurs.

Si le Parti était tenté un jour d'oublier de remplir sa mission historique, l'actualité et les grands faits ouvriers seraient là pour lui rappeler son devoir et sa raison d'être.

Nous avons eu déjà cet exemple de l'actualité ouvrière venant bouleverser l'ordre du jour le plus minutieusement établi. A Nîmes, c'est la question des retraites qui venait prendre le plus clair du temps réservé préalablement à d'autres questions importantes, mais moins urgentes.

A Saint-Quentin, la question des cheminots et de la réintégration des révoqués a donné lieu à d'intéressantes discussions. Sur une intervention d'Edgar Milhaud, venait se greffer à cette question, celle du rachat des chemins de fer. Le « rachat » n'était pas à l'ordre du jour.

N'empêche que la question pourrait fort bien se poser, si les Compagnies s'entêtaient à faire la sourde oreille aux appels du gouvernement.

Et Milhaud avait absolument raison d'enparler et de soulever le problème. Ainsi la grande commission a pu présenter au Congrès une motion tendant formellement à l'étude de la question par le groupe parlementaire et la Commission administrative permanente.

Le Parti est entré dans sa période de combat la plus difficile, dans sa « période héroïque ». Il lui faut, à la fois, tenter de réaliser, dans le domaine politique toutes les revendications ouvrières qui ne peuvent, par leur importance, que s'exprimer législativement et il lui faut, en même temps, ne pas perdre de vue le but révolutionnaire inscrit en tête de son programme : la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste.

Et ce sont les syndicats eux-mêmes qui commandent au Parti d'entrer dans l'ère des réalisations. Ce sont les syndicats qui réclament l'établissement, par l'Etat, d'une vaste assurance sociale (retraites, maladie, chômage, accidents). Ce sont les cheminots qui demandent dans leurs Congrès nationaux et internationaux, le rachat des lignes de chemins de fer pendant que les mineurs souhaitent que la nationalisation du sous-sol s'opère le plus vite possible. De leur côté les travailleurs municipaux et départementaux, tous les petits fonctionnaires se tournent vers le Parti parce qu'ils auront seulement avec lui et par lui de meilleures conditions de travail et des garanties d'indépendance et de liberté.

Et si nous passions en revue les programmes de revendications dressés par toutes les corporations, nous y verrions qu'à côté des revendications professionnelles qui peuvent et doivent s'arracher par la seule force de l'organisation syndicale, il y a des revendications d'ordre général qui n'ont de valeur réelle, certaine et durable qu'autant qu'elles trouvent à s'exprimer législativement.

Et quel parti, si ce n'est le Parti socialiste, est le mieux qualifié et le mieux placé pour enregistrer les décisions syndicales afin d'en tenter la réalisation ? Aucun ; car le Parti c'est l'organisation politique de la classe ouvrière.

Il assume donc une tâche difficile. Pendant que les syndicats formulent leurs grosses revendications, le plus tranquillement, parce qu'ils n'ont devant eux aucune contradiction et aucune résistance de l'adversaire de classe, les représentants du Parti socialiste luttent corps à corps avec les représentants des privilèges capitalistes. C'est ainsi que les victoires qu'ils arrachent parfois ne sont jamais complètes, qu'elles ne correspondent pas exactement avec les revendications formulées dans les Congrès syndicaux. De même quand les organisations syndicales entrent en lutte directe contre le patronat, en utilisant la grève, elles doivent renoncer à l'issue de la bataille, à tout ou partie des désidératas formulés.

Tant que le capitalisme sera debout il en sera ainsi pour l'action politique socialiste comme pour l'action syndicale.

Si le brave camarade de Saint-Quentin — et bien d'autres syndiqués — réfléchissaient sérieusement à tout cela, bien des erreurs et des appréciations fausses se dissiperaient.

A.-J. CLEUET.

Le Bandit Diaz en France

L'ex-tsar mexicain, le sinistre Porfirio Diaz, doit arriver aujourd'hui ou demain au Havre, d'où — si nous croyons une dépêche de l'*Havas* — il doit venir directement à Paris.

L'*Ipirinaga*, le vapeur qui conduit le vieux bandit, a mouillé à Vigo, à la Corogne et à Santader, mais l'ancien dictateur n'a pas mis, même après y avoir été invité, le pied à terre.

C'est que nos camarades socialistes avaient tenu des meetings pour se solidariser avec le peuple mexicain, qui a subi pendant si longtemps l'infâme dictature porfiriste, et pour inviter la population tout entière à protester publiquement si jamais le triste personnage s'avisait d'encombrer de sa présence les rues d'une des trois villes espagnoles susnommées.

L'ex-tsar a voulu s'épargner la cordiale réception qu'on lui préparait, mais il a profité de la visite que lui rendit un journaliste espagnol pour faire certaines déclarations.

Il a commencé par dire qu'après quelques semaines de repos, il est possible qu'il aille résider en Espagne.

En terminant, il a déclaré qu'il ne se proposait pas de retourner au Mexique ; seule, une difficulté internationale nécessitant l'union de tous les Mexicains pourrait le faire revenir sur cette décision.

Nous enregistrons avec plaisir cette dernière déclaration et nous espérons que si jamais Porfirio Diaz vient à Paris, il aura la discrétion — et pour cause — de ne pas trop se montrer. — F. R.

Clercs, Expéditionnaires, « Amateurs »

La copie des rôles, au bureau et à domicile. - Des profits et des peines. - Les riches concurrents. Le Syndicat nécessaire.

Les salariés des études et des bureaux nous ont écrit à la suite de l'article paru sur les clercs dans l'*Humanité*. Nos correspondants nous ont signalé leurs salaires déplorables et leur servitude. La détresse des bureaucrates, cette misère décente et profonde, mérite qu'on lui consacre un second article.

Trois Francs pour Cinq Sous

Nous ne croyions pas qu'il y eût, dans la basoche, salariés plus pauvres que les clercs. Pourtant, les *expéditionnaires* sont plus besogneux encore et, si possible, moins rétribués. Ils font la copie des actes établis par les notaires ; ils travaillent à l'étude (parfois dans des sous-sols), puis, la journée faite, « grattent le papier » à domicile. Le soir, une partie de la nuit, et tous les dimanches. Il faut cette continuité, cet acharnement pour compléter le maigre salaire du labeur aux pièces, pour compenser le chômage qui dure un mois ou deux.

Le rôle transcrit par l'expéditionnaire lui est payé 25 ou 30 centimes suivant les régions. Mais il rapporte au notaire trois francs (lorsque l'office est au chef-lieu de la cour d'appel ou dans une ville qui compte plus de 30.000 habitants) et 2 francs ailleurs.

Si bien qu'un copiste peut nous signaler une étude de minime importance où la copie de 12.000 rôles rapporte 36.000 fr. par an au notaire, et 1.500 francs à chacun des deux expéditionnaires qu'il emploie ! Tout le monde sait, au surplus, combien les frais de justice sont écrasants. Depuis des siècles, dans les prétoires et les études, retentissent les plaintes des justiciables saignés par les gens de loi et leurs auxiliaires. La basoche, économe à l'égard de ses serviteurs, sait faire rendre d'importants revenus à son ministère. Citerons-nous à ce sujet le cas de M. Samson. M. Samson accuse certains avoués de lui compter *7.500 francs* pour 2.700 conclusions grossoyées, alors que 25 rôles seulement ont été signifiés, dont la taxe devrait s'élever à *79 francs* ! Les gardes des sceaux autorisent des poursuites contre les officiers ministériels en cause, mais la magistrature donne raison à la basoche et déboute le récalcitrant !

La question des frais de justice est trop vaste pour le cadre de cette modeste étude. Revenons aux clercs et aux commis.

Les Volontaires de la Basoche

Ils sont atteints par la concurrence des amateurs, des jeunes hommes fortunés qui demandent peu ou ne demandent rien pour le travail qu'ils fournissent, durant leur stage à l'étude. Les amateurs, ni néfastes aux professionnels, dans les carrières artistiques, constituent un danger pour les clercs. Fils de famille qui, plus tard, achèteront une charge, ils s'initient au travail des offices en s'engageant comme *volontaires*. Ils accomplissent la besogne d'un salarié, mais ils ne sont pas astreints à une présence assidue. Ce sont eux qui font baisser les appointements des pauvres. Les officiers ministériels ne se gênent pas pour faire insérer des offres ainsi conçues. « *On demande des clercs amateurs. Petits appointements.* » Et de leur côté, les professionnels publient des annonces qui soulignent leur situation pitoyable : « *Un clerc, docteur en droit, très expérimenté, demande un emploi chez un avoué. Inutile de répondre si l'on a l'intention d'offrir cent francs par mois* ». !

Energie

Les clercs nous écrivent : « Nous ne pouvons nous affilier à la Confédération Générale du Travail. La majorité d'entre nous est réfractaire à toute idée de groupement, parce qu'elle craint des représailles et tremble pour son gagne-pain. »

Nous leur répondrons : Il ne faut pas chercher ailleurs que dans le syndicalisme une amélioration à votre sort. Si vous n'êtes pas capables de faire l'union entre vous, de démontrer votre force, les notaires, les avoués, les huissiers, n'ont aucune raison d'écouter vos doléances. Ne comptez pas sur leur philanthropie. Elle est insuffisante. Rappelez-vous que des fonctionnaires, des instituteurs, des cantonniers n'ont pas craint de se syndiquer alors que la loi leur contestait ce droit primordial. Ils ont osé, et ils vivent encore ! Vous voulez être considérés comme des employés, bénéficier de la juridiction prud'homale et du repos hebdomadaire ? Syndiquez-vous comme des employés !

L.-M. BONNEFF.

HORS DE FRANCE

Le Brigandage Marocain

Le calme règne à El-Ksar

Tanger, 18 juin. — Larache, 17 juin. — M. Boisset, agent consulaire de France à El-Ksar, est arrivé ; il était monté sur une mule et voyageait avec un domestique, ce qui indique que le calme est complet dans la région.

L'action espagnole

Tanger 18 juin. — Selon des bruits qui persistent, les Espagnols iraient occuper Ouezzan. Cette ville, dont les environs sont tranquilles, est gouvernée par des Cherfas, qui sont tous protégés français. 200 cavaliers sont à bord du transport *Almirante-Lobo*. Le mauvais temps a empêché leur débarquement.

Melilla, 18 juin. — Les troupes espagnoles ont occupé une nouvelle position à Touriat-Zag point stratégique qui domine Souk-el-Arba (Zebbuya).

Le général Toutée part pour Paris

Oran, 17 juin. — Le général Toutée est rentré la nuit dernière de Taourirt. Il s'est embarqué ce soir pour Paris *vid* Marseille.

La colonne Lère a quitté hier Mestigineur afin d'accomplir une randonnée chez les Beni-Snassen. On suppose qu'elle sera rentrée à la fin du mois.

Commentaires de la presse espagnole

La *Epoca*, l'organe du parti conservateur, commentant la phrase : « Ce fut toujours un grand malheur pour notre pays et pour l'Europe quand un malentendu se produisit entre l'Espagne et la France », que Jaurès a prononcée à la Chambre, au cours de son interpellation au sujet du Maroc, dit notamment :

Pour notre part, nous ne désirons pas que ces malentendus se produisent. Nous ne ferons rien pour les augmenter ; nous sommes au contraire, résolus à contribuer à la disparition de tout motif de discorde, mais il faut que les dirigeants français et l'opinion sensée de la République voient si la façon dont la France nous traite répond à celle dont nous traitons la France.

La *Epoca* déclare que la question du Maroc n'est qu'un simple détail des relations hispano-françaises. Elle se plaint de la façon dont les Espagnols sont traités en Algérie, des entraves mises aux exportations espagnoles en France, alors que la France n'éprouve aucune difficulté à établir des écoles en Espagne.

Elle termine en déclarant :

Ce que nous défendons au Maroc, ce ne sont pas nos intérêts, mais notre sécurité et notre avenir. Nous voulons vivre en bonne amitié avec la France, mais cette bonne amitié doit être basée sur une réciprocité de traitement

Le *Heraldo*, libéral, à propos des nouvelles d'El-Ksar, concernant l'attitude des Français, estime qu'il est impossible que la méhalla du capitaine Moreaux s'approche même de la ville, sinon ce serait pour l'Espagne la renonciation à l'accomplissement d'obligations sacrées. Il espère que la France ne voudra pas soumettre à une telle épreuve la dignité de l'Espagne.

Le *Heraldo* exprime le désir que les relations franco-espagnoles se développent dans le meilleur accord ; toutefois, il paraît craindre une altération de la cordialité de ces relations.

La *Correspondencia Militar*, un des organes de la clique prétorienne, prétend qu'au Maroc les Français se sont toujours montrés défavorables aux initiatives espagnoles alors que les Allemands, au contraire, ont toujours, en Afrique, témoigné de leur sympathie pour l'Espagne.

Ce journal déclare que l'opinion espagnole se rend compte que le problème marocain, en ce qui concerne la zone d'influence de l'Espagne, est un problème d'intégrité nationale.

Contre les Atrocités brésiliennes

Un ordre du jour de la Ligue des Droits de l'Homme

Le Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme a été, comme le Comité central de la Ligue belge des Droits de l'Homme, très douloureusement ému en apprenant la mort atroce de 18 des fusiliers marins brésiliens rebelles, internés à l'île des Cobras qui périrent soi-disant d'insolation, en réalité d'asphyxie dans les cellules « solitarias » où on les avait entassés à la fin de décembre 1910.

Il espérait que le procès en conseil de guerre de l'officier Marquez de Rocha, responsable de ces morts ferait la pleine lumière sur ces événements tragiques, dénoncés dès la levée de l'état de siège par la presse brésilienne.

Le Conseil de guerre, réuni le 12 avril, s'ajourna au 22, sous prétexte de faire examiner par une commission médicale, l'état mental de Joao Candido, chef du mouvement, et de faire comparaître les trois autres survivants du drame du 25 décembre.

Les survivants ont déposé, en effet, que dans chaque « solitaria », cellule destinée à un seul homme, on avait enfermé 16 prisonniers, sur lesquels, à plusieurs reprises, on jeta de la chaux et de l'acide phénique. Mais dès le 18 avril, Joao Candido, était transféré à l'asile national des aliénés, bien qu'une correspondance de lui, adressée à un journal français, peu de jours auparavant, témoigne d'une parfaite lucidité d'esprit. Le conseil s'est ajourné *sine die*, pour supplément d'enquête.

Le Comité central de la Ligue française des Droits de l'Homme s'associe de tout cœur à la campagne commencée par la presse brésilienne pour que le procès de Marquez de Rocha ne soit pas, comme le procès de l'affaire Dreyfus, une parodie de justice. Il souhaite, pour le bon renom de la grande République brésilienne que Joao Candido ne soit pas enterré vivant dans un cabanon de fou et puisse comparaître librement devant le Conseil de guerre.

Les Persécutions anti-socialistes à Salonique.

UN MILITANT EXPULSÉ DANS DES CONDITIONS SCANDALEUSES.

Nos amis de Salonique nous confirment cette nouvelle — nous ne l'avions émise pourtant que comme une hypothèse presque invraisemblable — à savoir que l'unique raison qui a motivé l'arrestation de trois de nos camarades socialistes, c'était le voyage du sultan à Salonique et leur refus de s'associer à l'organisation des réjouissances en l'honneur du souverain !

En outre, on m'apprend qu'un des militants arrêtés, le camarade Benaroya, vient d'être l'objet d'un arrêté d'expulsion, parce que d'origine bulgare. Or ce camarade fut un des volontaires qui lors de la tentative contre-révolutionnaire de Hamid l'an dernier, s'enrôlait, un des premiers, dans l'armée de Mahmoud Chefket et combattait dans ses rangs pour la défense de la Constitution et la victoire de la Jeune Turquie.

Aujourd'hui, pour le récompenser — et seulement parce qu'il est socialiste — les Jeunes Turcs l'expulsent du pays, pour la liberté duquel il a combattu !

C'est du propre et nous adressons toutes nos félicitations aux Jeunes-Turcs et en particulier à notre ex-camarade S.-E. Ahmed Riza, président du Parlement ottoman.

Mais ces messieurs se trompent s'ils croient qu'ils arriveront ainsi à anéantir le naissant mouvement socialiste et syndical de l'Orient. Ils arriveront simplement à se rendre odieux à tous ceux qui furent seuls à les défendre en Europe, tandis que leurs amis actuels touchaient les subventions et léchaient les bottes d'Abdul-Hamid. — J. L.

ALLEMAGNE

Les Allemands et la Turquie

Les journaux de Berlin annonçaient pour hier matin l'arrivée à Berlin d'une commission d'études turque, composée de cinquante personnes parmi lesquelles plusieurs directeurs de ministères, des députés et des conseillers d'Etat.

Ce voyage a été organisé par un groupe des principales banques allemandes dans le but de faire connaître l'Allemagne en Turquie aux points de vue commercial, industriel et militaire.

PORTUGAL

Conspiration monarchiste échouée

La police de Lisbonne, a découvert l'organisation d'un complot monarchiste dans le sud du Portugal. Les mesures prises par le gouvernement assurent la répression de la conspiration qui a échoué.

Parmi les différentes arrestations opérées à Lisbonne, on cite celle de M. Mario Chagas. Le comte Armil est en fuite.

Les conspirateurs sont en majorité d'anciens policiers, gardes municipaux, agents de sociétés catholiques et de sociétés franquistes. Ils étaient enrôlés par le père Avelino Figueiredo, et le docteur Abel Campos, lequel a été arrêté.

A TRAVERS PARIS

LA FÊTE DU LENDIT

Les étudiants ont eu certes une heureuse idée quand ils voulurent reconstituer l'antique fête de la foire du Lendit, et cela d'après la fresque qui se voit dans une des cours de la Sorbonne.

Pour du bruit, les étudiants ont fait beaucoup de bruit. Toute la nuit de samedi à dimanche en a retenti, et c'est sans doute pour cela que le cortège — historique ! — qui devait, hier après-midi, parcourir le quartier Latin, s'est fait si longtemps attendre par une foule immense, patiente et qui fut déçue.

Car le cortège — historique — fut menu, menu, voire pas mal anachronique dans le détail des costumes.

Il y avait des archers sans arcs, des sonneurs de tuba à cheval, des hérauts à pied, un recteur, un prévôt des marchands, de rares escholiers, un roi de la basoche et sa reine dont la joliesse triompha d'un costume sans grâce.

Il y avait aussi quelques chevaliers du guet qui riaient au milieu de nombreux flics qui ne riaient pas.

Et dans l'immense foule désenchantée c'était à qui dirait : « Ce n'était pas la peine d'avoir tant attendu pour voir si peu de chose. »

La Fleur bleue de la Croix-Rouge

Hier, de 8 heures du matin à 8 heures du soir, dans tous les quartiers de Paris, et partout où la foule eut l'occasion de se porter, on vit des dames mûres, des dames élégantes et des petites jeunes filles insister auprès de chacun pour lui vendre une fleur bleue montée en épingle.

— Pour nos soldats au Maroc, disaient-elles.

C'étaient des dames de la Croix-Rouge qui quêtaient pour les malheureux que les requins de la métallurgie, des mines et de la finance ont envoyés là-bas tuer et se faire tuer.

En fait, beaucoup de boutonnières s'ornaient hier de la « fleur bleue ». Ce serait tant mieux pour ceux, *non volontaires*, qui font partie du corps d'expédition, si, précisément ceux à qui devrait profiter la générosité de tous en profitaient. Mais qui ne sait combien sont filtrées ces aumônes avant de parvenir à ceux qu'elles devraient soulager !

Et puis, vraiment les requins internationaux ont une singulière audace. Il ne leur suffit plus des millions du budget perdus à leur assurer un nouvel empire. Il leur faut aussi l'offrande des cœurs sensibles et naïfs. Tout le profit de l'infâme guerre sera pour eux. Toute la charge en aura été pour tous autres qu'eux. En n'allant pas tirer exclusivement à la caisse des Schneider, des Krupp et consorts, les dames de la Croix-Rouge se sont rendues complices du mensonge odieux qui présente comme un devoir national l'entreprise belliqueuse des forbans de la métallurgie, des mines et de la banque.

Le Revolver rue Vieille-du-Temple

Deux balles portent, dont une à faux

Léon Selos, âgé de quarante-sept ans, garçon de café, demeurant 64, rue Vieille-du-Temple, a tiré un coup de revolver sur sa maîtresse, Alphonsine Trompet, âgée de vingt-trois ans, fille de salle.

Celle-ci, blessée à la tête, a été transportée dans un état très grave à l'hôpital Necker.

M. Laporte, garçon de café, qui passait à ce moment dans la rue, a été blessé à la jambe par une balle. Le meurtrier a été arrêté et conduit chez le commissaire de police du quartier.

Les Guimbardes de la C. G. O.

On ne « ramasse pas la bûche » toutes les fois qu'on s'aventure sur l'impériale d'un omnibus, mais il arrive que l'on court un risque sérieux.

Mardi dernier, nous écrit un lecteur, à 6 heures et demie du matin, un omnibus Lac Saint-Fargeau-Louvre, dans lequel je me trouvais, n'a pu s'arrêter à la station de la rue des Pyrénées, car aucun de ses deux freins ne fonctionnait, ce qui est des plus dangereux dans une telle descente. Le conducteur a dû, pour éviter un accident, changer son itinéraire et passer par les rues Rébéval et Vincent.

Dimanche dernier, au même endroit, à une heure trois quarts, même accident ; vous avouerez qu'une pareille négligence est grave de garder un matériel aussi défectueux sur une ligne aussi accidentée.

Les funérailles du docteur Guinard. — La cérémonie a été fixée à mercredi matin. Ces obsèques auront lieu aux frais de la ville de Paris.

Le cortège partira de l'Hôtel-Dieu et la cérémonie religieuse se déroulera à Notre-Dame.

Quatre accidents. — Hier matin, à 6 heurse et demie, M. Maxime Tavernier, demeurant 30, avenue de la Tourelle, au parc Saint-Maur, se trouvait en gare du Bel-Air, pour se rendre à la course d'aéroplanes, quand il eut la malencontreuse idée de traverser la voie. A ce moment, un train se dirigeant sur Paris entrait en gare. Il renversa M. Tavernier, dont l'état est désespéré.

— Un employé du Métro, M. Pierre Talbot, 25 ans, demeurant 22, rue Lepeu projetée, a été renversé hier matin, à 5 heures et demie, par une automobile au moment où il traversait le cours de Vincennes, à la hauteur du numéro 95. Le malheureux, qui avait été grièvement atteint sur diverses parties du corps, fut admis à l'hôpital Saint-Antoine.

— A 8 h. 35, place Walhubert, par suite de la rupture d'un frein, l'auto 2594-E, appartenant à M. Robert Gouin, aérostatier à Versailles, s'est rencontrée avec le tramway 364 Montparnasse-Bastille.

Cinq officiers, dont un général, qui étaient dans la voiture, n'ont rien eu. Le chauffeur a été blessé à la bouche.

— A dix heures, un autobus gare de l'Est-Trocadéro, en voulant éviter une automobile de place, est monté sur le trottoir et a défoncé la devanture d'un magasin, 67, rue Lafayette.

Le chauffeur, le conducteur et six voyageurs ont été légèrement blessés.

Ils ont pu regagner leur domicile après pansement.

CARNET MILITAIRE

Le commandant « Marche ou crève » — Des réservistes qui en voient de dures.

Après le capitaine Compeyrot, qui sévit dans la 6e du 26e bataillon de chasseurs, l'homme qui prend des ordonnances pour les faire crever, « pigez », s'il vous plaît, le commandant Desvoyes lui-même, un farouche guerrier qui en fait voir de rudes aux soldats de ce bataillon.

Le 2 juin, dans une manœuvre de garnison à Chelles, un chasseur tomba sur la route, exténué de fatigue, au soleil torride. Il en était, comme les autres, au 35e kilomètre.

Le commandant se rua du côté de l'homme affalé et cria : « Foutez-moi ça hors des rangs. J'aime mieux voir les traînards dans les fossés que de les faire monter dans les voitures. » Marche ou crève !

Il y a en ce moment deux mille réservistes cantonnés à Lastic, en Auvergne, et qui « pivotent » durement en brûlant force cartouches aux moineaux. La journée du 12 fut particulièrement fatigante. La marche fut longue et l'on revint sous une pluie battante. Il y eut des malades à l'arrivée. C'est ainsi que nos grands chefs vous font, comme on dit, rentrer le métier dans la peau.

Les petites économies. — Une entorse bien soignée. — Le capitaine Pla guérit les oreillons.

Il y a dans l'armée des anomalies criantes dans les petites choses comme dans les grandes. Les territoriaux qui viennent d'accomplir leur période au Blanc (Indre) ont touché une indemnité de route à leur arrivée au corps. Bon nombre d'entre eux n'ont reçu, au départ que leurs frais de voyage. Pourquoi cette différence ? Suppose-t-on qu'après avoir « tiré » leur neuf jours ils peuvent faire grâce à la caisse régimentaire de l'indemnité qui leur est due et que, s'ils n'ont pas d'argent pour manger en route, ils sont d'assez bonne composition pour se mettre une ceinture ?

Un de nos amis du 96e d'infanterie, en garnison à Agde, nous signale un cas bon à noter qui s'est produit dans le 8e campagnie où commande un terrible capitaine.

Un jeune soldat, atteint d'une entorse pendant une marche, se présenta au médecin-major, fut reconnu, mais condamné à marcher quand même. Il demanda une contre-visite et ne l'obtint pas. Le malheureux eut l'audace d'aller consulter un médecin civil. Le capitaine, qui ne voit partout que des simulateurs, lui a infligé huit jours de prison, de repos forcé. C'est ainsi que l'on soigne les entorses au 96e d'infanterie.

Les malades à Vincennes

Les oreillons ne sont guère soignés différemment à Vincennes, dans la 24e section des ouvriers d'administration où sévit le capitaine Pla. Un soldat qui en était atteint se présenta au médecin-major avec le visage déjà enflé. Il ne fut pas reconnu. Le capitaine, en violation formelle des règlements qui, dans ce cas, lui imposent un délai, infligea à l'homme trois jours de salle de police.

Les oreillons s'étaient aggravés. L'homme se présenta à nouveau devant le médecin-major qui, cette fois, regarda de plus près et vit le mal. Il fut envoyé à l'hôpital où il est encore.

Il y a eu depuis lors plusieurs cas d'oreillons, de rougeole, de scarlatine. Un soldat a succombé.

Le système préventif de l'isolement est appliqué dans des conditions dérisoires. Les hommes isolés vont au réfectoire commun et travaillent avec leurs camarades. Le soir, de six à huit heures, un gradé les conduit au bain.

Une quinzaine de soldats ayant voulu protester contre ce régime, qui fait injure au bon sens, ont été punis de huit jours de prison. C'est ainsi que le capitaine Pla se divertit.

Cet officier commande la section depuis un an. Il est fier d'avoir distribué plus de punitions en un an que son prédécesseur dans quatre. C'est un titre de gloire sérieux dans une caserne.

A BAS LES CONSEILS DE GUERRE

La Justice Monstrueuse

Un disciplinaire nommé Chéron a été mis en prévention de conseil pour un motif absolument faux.

Selon l'habitude, on a désigné quelques témoins à charge ; un adjudant, un sergent et un disciplinaire qui ont consenti à jouer le rôles de mouchards pour obtenir sa condamnation.

A l'instruction *sept* camisards ont offert de prouver que l'accusation était fausse. On a écarté leur témoignage, mais comme la défense exigeait que l'on citât quelques témoins à décharge, le commandant de la section en a désigné deux : les disciplinaires Dirou et Delignières.

Ces deux hommes ont été choisis à cause de leurs nombreuses punitions. On diminuait ainsi aux yeux des juges militaires la valeur de leur témoignage.

A Bordeaux, Dirou et Delignières n'ont pas eu de mal à démontrer que l'accusation était fausse et que Chéron était victime des rancunes des gradés.

Savez-vous ce qu'a fait le conseil ? Après avoir entendu les trois menteurs cités par l'accusation, il a fait mettre Dirou et Delignières en prévention de conseil de guerre pour faux témoignage.

Les juges militaires espèrent sans doute par cette infamie masquer ou légitimer leur première canaillerie. Ils se trompent. — Emile AUBIN.

Les Rentes des Travailleurs

DES MINEURS ENSEVELIS

Waldenburg, 17 juin. — Huit mineurs ont été ensevelis sous un éboulement.

Trois ont été dégagés. Un est mort.

M. Chaumet a fait payer

Notre question à « qui de droit » relativement au retard apporté au paiement des petits télégraphistes a eu une conséquence heureuse.

Ces petits camarades, en nous remerciant de notre intervention, nous font part qu'elle a porté puisque, dès hier, ils furent payés. Nous espérons bien que M. le sous-secrétaire d'Etat veillera à ce que nous n'ayons pas à renouveler semblable rappel.

UNE GRANDE ÉPREUVE CYCLISTE

Les résultats

Rome, 18 juin. — Championnats cyclistes du monde :

Championnat des stayers : 1. Parent (France), qui a couvert 100 kilomètres en 1 h. 23 ; 2. Darragon (France) ; 3. Moran (Amérique).

Championnat de vitesse. Professionnels : 1. Ellegaard (Danemark), qui a couvert 1000 mètres en 55 secondes ; 2. 2. Hourlier (France).

Après la Manifestation du Père-Lachaise

Comme les années précédentes, la librairie met en vente les photographies sur cartes postales de la manifestation, tirées par notre camarade Gandon.

Parmi les groupes, au hasard, nous citons : Les couronnes du Parti et de la F. de la S. avec Jaurès, Vaillant, Guesde, Dejeante, Dubreuilh, Camélinat, etc., celles des Jeunes Gardes, des 10e, 11e, 17e, 18e 19e, 20e sections, de Nogent, Courbevoie, Saint-Denis, Puteaux, Suresnes, Ivry, celles des Pupilles et du C. S. S. M. de Montreuil, de la *Guerre Sociale*, Syndicat de la Boucherie, des Révolutionnaires italiens, l'Egalitaire et son C. A., la Bellevilloise, les originaires du Nord, les cheminots révoqués, etc.

La série comprenant 24 modèles tous bien réussis, est exposée dans nos bureaux et vendue 0 fr. 25 la carte. Pour la recevoir franco, joindre 0 fr. 05 jusqu'à 20 cartes.

Source gallicalabs.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France